

26.12.56 - RB -

DIRECTION DES AFFAIRES
POLITIQUES
SERVICE d'INFORMATION et
PRESSE

AP.3

3.947

28

décembre

1956

LUTTE CONTRE LES PROPAGANDES
ETRANGERES en ANP

DIFFUSION S. G. REINTE

Monsieur Le Ministre de la France d'Outre-Mer
27, rue Odinet, 27 - PARIS (VIIème)

Par lettre 1174 du 23 novembre dernier, appelant mon attention sur la virulence de certaines propagandes étrangères, vous avez bien voulu me demander de faire participer la Fédération à une action commune tendant à rétablir l'équilibre et à préserver l'objectivité des populations d'outre-mer.

Ainsi que j'ai déjà eu l'occasion de le dire, les moyens dont dispose actuellement l'A E F pour mener à bien une propagande de prestige et une contre-propagande indispensable à la défense de nos intérêts sont nettement insuffisants.

Que ce soit pour le Service d'Information, pour la Radiodiffusion ou la Presse, des mesures urgentes s'imposent. Elles nécessiteront sans aucun doute, en plus des possibilités financières fort limitées de la Fédération et des Territoires, une aide substantielle de la Métropole.

A.- LE SERVICE d'INFORMATION de l'A. E. F. -

- EN - 22.11.55

Ce service n'existe qu'à l'échelon fédéral. J'ai, en conséquence, demandé à chaque Chef de Territoire de charger un fonctionnaire de suivre les questions de presse et d'information. Malheureusement ce fonctionnaire ne dispose d'aucun personnel, ni de moyen matériel. Son rôle se borne donc à accueillir les journalistes qui visitent le Territoire, à transmettre des documents ou des informations locales à BRAZZAVILLE et à assurer dans la mesure de ses possibilités la diffusion des éléments d'information que lui fournit le Service fédéral d'Information.

DIFFUSION RESTREINTE

RECEVU LE 22.11.55
LE 22.11.55

Le Service d'Information est dirigé par un Administrateur de la France d'Outre-Mer. Il a sous ses ordres :

- un chef de section photographique Européen
- un attaché de cabinet Africain
- deux secrétaires Européennes
- deux photographes Africains pour le laboratoire

af que soit un secrétaire Africain pour le laboratoire
-o'i un secrétaire Africain pour le laboratoire
-un secrétaire Africain pour le laboratoire
-un secrétaire Africain pour le laboratoire

Les crédits prévus pour le fonctionnement du Service d'Information (exercice 1957) se montent à 9.400.000 F. cfa.

- subvention AGENCE FRANCE PRESSE	2.550.000
- cinéma	500.000
- photographes et clichés	900.000
- abonnements et souscriptions	1.200.000
- expositions	350.000
- numéros spéciaux et publications	2.500.000
- voyage et accueil de journalistes	1.000.000
- divers	200.000
Total	9.400.000

La ventilation de ces crédits appelle les observations suivantes :

- la subvention à l'AGENCE FRANCE PRESSE est une contribution aux dépenses de l'Agence en A.E.F. qui lui permet d'assurer dans le sens Métropole-AEF (émission AFRIGASCAR), AEF-Métropole, Territoires-BRAZZAVILLE et BRAZZAVILLE-Territoires un échange régulier de nouvelles internationales, métropolitaines et locales -

L' A. E. F. P. édite également un bulletin bi-hebdomadaire diffusé à 500 exemplaires dont 250 en A.E.F. (Gouverneurs, Chefs de région et de district) et

./.....

250 dans la Métropole (Département, Ministre d'Etat, Présidence du Conseil, Parlementaires, Directions de grosses entreprises, Banques, Presse, Missions diplomatiques françaises à l'étranger).

Les crédits ont été majorés pour l'exercice 1957 de deux millions de F cfa pour permettre le renouvellement du matériel photographique hors d'usage et la contribution du Budget Général à l'édition d'ouvrages intéressant l'ANF. Ce crédit supplémentaire, (qui n'existait pas en 1956), ne doit pas être renouvelé -

Les crédits "ABONNEMENTS et SUBSCRIPTIONS" sont entièrement consacrés à la souscription d'abonnements à des publications métropolitaines, locales et étrangères qui sont indispensables au Service de l'Information.

Si donc, on déduit du montant global des crédits du Service d'Information ceux dont l'emploi vient d'être détaillé, il ne reste plus que 3.500.000 disponibles. Cette somme est à peine suffisante pour permettre d'assurer le fonctionnement du Service photographique (qui exécute en moyenne plus de 15.000 photos par an), la participation de l'A E F à des expositions organisées dans la Métropole, les frais d'accueil des journalistes de passage etc... toutes dépenses indispensables, certes, pour assurer, dans la Métropole, une propagande nécessaire des réalisations de l'A E F, mais sans rapport direct avec l'action à mener auprès de la population africaine.

B. - PRESSE et CINEMA

L'insuffisance en A E F d'une véritable presse écrite et le nombre relativement peu élevé d'évolues conduisant à rechercher, pour toucher la population africaine, des moyens actuellement inemployés faute de personnel et de crédits : le cinéma, la retransmission publique d'émissions radio, l'ouverture de centres d'information qui feraient appel à l'image et à la parole plus qu'au texte.

Il pourrait être installé, dans un premier temps, dans chaque chef-lieu de Territoire et de Région un local spécialement équipé pour permettre des projections cinématographiques, l'installation de panneaux documentaires, et dans chaque District l'installation d'un "public address" destiné à retransmettre les émissions de Radio-ARY ou de Radio-TOHAD.

Ceci suppose que le Service d'Information de BRAZZAVILLE soit très

./.....

...sensiblement renforcé en personnel, et que des services soient créés dans chaque territoire.

Ceci suppose également que des crédits d'équipement et de fonctionnement très importants soient consacrés à cet effort de propagande. Il n'est pas possible de demander au Budget Général non plus qu'aux Budgets Territoriaux de les prendre en charge.

C.- RADIODIFFUSION EN A.E.F.

RADIO-ANF et RADIO-TCHAD constituent actuellement les seuls moyens de propagande capables de toucher de larges couches de la population. Leurs émissions sont la seule parade que nous puissions opposer à celles du CAIRE et de DANAS.

Trois solutions urgentes s'imposent :

- améliorer le matériel
- augmenter les heures d'émission
- toucher le plus d'auditeurs possible

a.- les émetteurs de RADIO-ANF devraient être de toute urgence remplacés par du matériel neuf, le matériel actuel étant trop usé et bientôt inutilisable. Cette question a déjà fait l'objet de multiples correspondances avec le Service central de la Radiodiffusion d'outre-mer, mais aucune solution n'est encore intervenue jusqu'ici. Le fonctionnement des émetteurs ne peut plus être garanti et l'éventualité d'un arrêt des émissions a déjà été signalée au Département.

b.- le nombre des heures d'émission devrait être augmenté à RADIO-ANF et une émission supplémentaire de 30 minutes prévue vers midi - ceci étant réclamé instantanément par l'auditoire africain - ce qui a été signalé au Département à l'occasion de la mission de M. OLIVIER, Ingénieur de la R.F.O.

c.- un modèle de poste à pile, bon marché et robuste, devrait être mis au point et répandu largement en brousse.

d.- des "public address" devraient être installés, comme je l'ai dit plus haut, au chef-lieu de chaque district en commençant par ceux du TCHAD musulman.

la Conférence de FORT LAMY a reconnu qu'il était indispensable que les émissions locales consacrent une partie de leur horaire à des émissions destinées aux étrangers arabophones et aux élites locales (tchadiennes et sahariennes). Il a été reconnu, en effet, difficile de toucher cet auditoire avec des dialectes locaux, d'autant plus que tout le monde est d'accord sur l'inopportunité d'entretenir la masse indigène des auditeurs des problèmes politiques du NORD-EST. A surcharger les émissions de causeries sur ces pays étrangers, on risque, en effet, surtout au TCHAD, de polariser l'attention du public sur l'EGYPTE, l'ARABIE etc...

En ce qui concerne plus particulièrement les émissions de contre-propagande arabe, j'avais déjà donné pour instructions au Territoire d'utiliser les textes bilingues du B D C I, tout en lui demandant d'observer la plus grande prudence à l'égard du SUDAN. Outre, en effet, que les émissions de KHARTOUM et d'KANDHAK ont toujours été objectives à l'égard de la FRANCE, nous avons tout intérêt à maintenir les bonnes relations que nous entretenons avec la République Soudanaise.

D. - PROPAGANDE DANS LES TERRITOIRES DU NORD-TCHAD - JEROME -

Malgré leur interdiction, de nombreuses publications en langue arabe pénètrent clandestinement au TCHAD, notamment les revues égyptiennes AL NUCANVAR, AKHER SA'A, AL ITHRIN. Aucune publication française en langue arabe ne peut leur être opposée. L'idéal serait évidemment de disposer d'un journal illustré au TCHAD. Cette publication devrait rester objective, n'être pas marquée d'une empreinte administrative trop apparente, enfin être dirigée par des personnalités musulmanes locales connues et admises par la population. Ce qui n'empêcherait pas, bien entendu, que des "conseils" soient prodigués aux responsables de cette publication pour l'orienter dans le sens du but poursuivi.

Telle est l'attitude déjà observée à BRAZAVILLE envers la revue de langue française "LIAISON" organe des Cercles Culturels qui tire à deux mille exemplaires et bénéficie d'une subvention de deux millions cfa.

Son comité de rédaction, composé d'Africains reste entièrement libre du **REVUE** des retenus pour chaque numéro. Et si certains d'entre eux n'ont pas toujours une orthodoxie administrative absolue, si cette revue accepte de se faire l'écho de critiques, de doléances et de suggestions, du moins cette objectivité lui conserve-t-elle la confiance et la sympathie d'un large milieu d'évolués africains.

Cependant une telle publication dépasse les possibilités du territoire, et se justifierait assez difficilement étant donné le nombre relativement restreint de personnes capables, au TCHAD, de lire de l'arabe.

C'est pourquoi la Conférence de PORT LAMY avait suggéré la création d'un magazine illustré, en arabe, qui serait destiné à toutes les populations arabophones de l'AFRIQUE du NORD et de l'AFRIQUE NOIRE aussi bien qu'à celles du MOYEN-ORIENT. Toutefois, pour que cette revue puisse intéresser les populations d'AGP et d'ASP, il importe qu'elle contienne une rubrique consacrée aux principaux Territoires de chacune de nos Régions.

La formule de la revue "AL LATAEFF" serait acceptable, mais en l'état actuel. Cette publication est pour l'instant trop tunisienne pour avoir chance de toucher le public arabophone d'AFRIQUE NOIRE.

Je n'ai pas chiffré les crédits qui seraient nécessaires à la mise en place d'un plan de propagande qui demanderait du reste à être étudié de façon plus serrée. Mais il est certain que sans même faire état des crédits de personnel et de matériel qui seraient nécessaires pour organiser de véritables Services d'Information, les seules dépenses de la RADIO (renouvellement du matériel d'émission, installation dans les districts de "public address" et de centres d'information etc...) s'élèveraient à plusieurs dizaines de millions.

Le Budget Général et les Budgets territoriaux seraient-ils en mesure de faire face à de telles dépenses, il est très douteux que le Grand Conseil et les Assemblées Territoriales consentiraient à les voter et qu'ils ne manqueraient pas d'invoquer leur caractère de "souveraineté".

Aussi ne puis-je qu'insister pour que les dépenses des Services d'Information des Territoires soient prises en charge pour une large part, soit par le Ministère de la France d'Outre-Mer, soit par la Présidence du Conseil, les organes locaux du Haut-Commissariat et des Territoires étant considérés comme des relais de transmission et de diffusion des éléments d'information élaborés à PARIS dans le cadre d'une propagande d'Etat.

P. CHAUVET

AMPLIATION : GOUVERNEUR PORT LAMY

SERVICE d'INFORMATION et PRESSE

fait